

Expériences nouvelles et anciennes d'appropriation citoyenne des technologies de la communication

Intervention à INTERACCIO 2004 Barcelone

Par Jean-Paul Lafrance, professeur,
Titulaire de la Chaire Unesco-BELL en communication
et développement international
Université du Québec à Montréal (UQAM)

Au début des années 70, commence dans les pays développés la remise en question des médias de masse. Ce qui est contesté, c'est le caractère globalisant de la radio, de la télévision et des journaux qui s'adressent en général à un public national, en ignorant les minorités (de langue, de sexe, de religion, d'opinion, etc.) et en faisant fi du caractère local de l'information. À l'époque, les fréquences radio étaient rares, le matériel de télécommunications et de production vidéo-audio était cher et les compétences techniques difficiles à trouver. La situation a commencé à changer à la fin des années 60 : la vidéo légère a été mise sur le marché (le fameux *porta-pak* de Sony) en 1970 et donné aux groupes de contestation urbaine de New York, des groupes Italiens ont commencé à fabriquer des antennes de diffusion miniature, les réseaux câblés sont nés au Québec, en Belgique et en Hollande et ont donné beaucoup d'espace de communication. Dans plusieurs pays sont nés clandestinement ou dans la foulée des mouvements de décentralisation des radios communautaires (au Québec et en Belgique), libres (en France et en Italie), associatives (en Amérique du Sud), locales (en Catalogne)¹. Le modèle de radio locale (en langue indigène) a été exporté en Afrique, un mouvement encouragé par les organisations de coopération internationale (comme la Francophonie, la Banque mondiale, l'Agence de Coopération internationale du Canada). Les minorités ethniques ont créé leurs propres radios, parfois leurs télévisions locales ou par satellite, à Paris, à Montréal, aux USA, etc. À titre d'exemple, Radio Centre ville à Montréal qui émet en une dizaine de langues était mieux informé de ce qui se passait en Haïti, au dernier coup d'État, que les radios haïtiennes elles-mêmes, ce qui a permis à l'importante minorité ethnique haïtienne de Montréal d'être très active. Il a existé et existe encore des radios féministes, homosexuelles, de jeunes, de combat, etc. dans plusieurs pays; ces radios vivent aussi le temps que la durée de la contestation ou de la solidarité, quelques mois ou plusieurs années, selon les situations ou l'engagement des protagonistes.

¹ Voir le livre de l'auteur qui date déjà; Lafrance, J.P. "**Les radios nouvelles à travers le monde**", La Documentation française, Paris, 1984.

Pour des informations sur les nouveaux médias, voir :

Bonilla, Marcelo et Cliche, Gilles, **Internet and society in Latin America and the Caribbean**, International Development Research Centre, Southbound Penang, 2004-03-29

Rao, M., **News media and new media**, the asia-pacific Internet Handbook, Eastern Universities Press, Singapore, 2003

Je n'ai pas à faire l'inventaire de tous les médias alternatifs, au Québec, au Canada, en Catalogne ou à travers le monde, ce serait fastidieux ou impossible. Rappelons qu'il existe une fédération des TVC (télévisions communautaires)² au Québec, une fédération des radios communautaires ou locales³ et une association des médias écrits communautaires⁴. Mais on peut trouver la même chose chez vous en Catalogne!

Expériences d'appropriation citoyenne autour d'Internet

L'arrivée d'Internet, appelé souvent le Réseau des réseaux ou la Grande Toile, a bouleversé le territoire des médias traditionnels. Internet innove en ce qui a trait :

- au caractère à la fois **local et international de l'information**. Pour reprendre les termes de votre grand auteur catalan, Manuel Castells, « un réseau local/global fondé sur la défense d'une identité fondamentale⁵,
- au mode de communication **personnel et collectif** « qui tient compte sur la dynamique bipolaire entre le réseau et moi, entre la globalisation et l'identité »⁶,
- parce qu'il est un plurimédia, grâce à la **numérisation** de toutes les types de messages (texte, images, radio, vidéo et film).

² Voir le site de la fédération : <http://www.fedetvc.qc.ca/accueil.html>

Deux structures différentes de stations de télévisions communautaires existent actuellement au Québec. On compte une soixantaine de télévisions communautaires incorporées en organismes sans but lucratif. On les appelle aussi télévisions communautaires (TVC) autonomes. Plusieurs existent depuis 25-30 ans. Ces stations sont dirigées par des citoyens et divers intervenants représentatifs du milieu. Les TVC autonomes se distinguent des services de programmation communautaire offerts par les câblodistributeurs qui, eux, sont opérés par des employés du câble et administrés par l'entreprise. Les TVC de câbles font un travail similaire dans le sens où elles produisent et mettent en ondes des émissions sur le canal communautaire réservé à la communauté.

³ voir le site Internet : (<http://www.arcq.qc.ca/html/vue.htm>)

L'Association des radiodiffuseurs communautaires du Québec regroupe 25 stations implantées dans 16 régions du Québec. Neuf (9) de ces stations sont des radios urbaines (7 radios urbaines diffusent des émissions à l'intention des communautés culturelles, soit 70 h en 9 langues autres que le français et l'anglais par semaine) : *230 employés, 1 500 bénévoles, 18 000 membres, 700 000 auditeurs chaque semaine, 2 473 h de programmation locale par semaine.*

Les revenus des radios communautaires proviennent à 51 % des services de publicité, à 28 % de la contribution des citoyens (adhésion, collectes de fonds, etc.) et à 21 % de subventions gouvernementales.

⁴ <http://www.amecq.ca/indexamecq.htm>

Pour être membre en règle de l'AMECQ, les journaux doivent être conformes à la définition d'un journal communautaire tel que stipulé à l'article 3.1 des Statuts et règlements de l'association :

" Un média écrit communautaire est une publication éditée par un organisme sans but lucratif, de propriété collective et de gestion démocratique. Un média écrit communautaire membre de l'AMECQ reflète l'actualité de toute une communauté, tout en étant accessible, tant dans son contenu que dans son fonctionnement, à l'ensemble des citoyens et citoyennes ". L'association compte aujourd'hui 100 membres.

⁵ Voir Manuel Castells, dans son magnum opus, *l'ère de l'information*, (publié en français chez Fayard).

⁶ « C'est la forme la plus radicale de cette dynamique entre le réseau, comme forme organisationnelle et l'identité comme source de sens. C'est aussi l'illustration de l'incapacité de l'État-nation traditionnel, aussi puissant militairement qu'il soit, à confronter les réseaux » (Manuel Castells dans un interview au Devoir, Montréal, 29 mars 2004)

Internet est apparu comme :

- un nouveau lieu de diffusion de l'information qui a la chance d'être délocalisé
- une possibilité de s'affranchir des conglomérats médiatiques, puisque chacun peut devenir producteur d'information,
- un nouveau lien de communication qui contourne tous les réseaux officiels (téléphonie, radiodiffusion, etc.), qui coûte rien, sinon la connexion locale à Internet
- un nouvel outil de réseautage, ce qui permet de faire de la mobilisation, grâce au chat, au courriel, au forum, au carnet Web (appelé aussi blog), etc.

Internet qui fut d'abord un outil de diffusion, de travail collaboratif et de concertation entre chercheurs universitaires a été ouvert au grand public au début des années 90. Ensuite le Web a pris un certain essor dès les années 97/98. Très rapidement sont nés des médias indépendants que l'on appelait à l'époque des *Freenets*. Depuis un an ou deux, on a tendance à les appeler les **médias-citoyens**.

Les Indymédias -- Le mouvement des *Independent media Centers* (IMC) est née autour des grands mouvements de contestation comme ceux autour des manifestations de l'OMC. Pour reprendre la vitrine des Indymédias :

« Indymedia is a collective of independent media organizations and hundreds of journalists offering grassroots, non-corporate coverage. Indymedia is a democratic media outlet for the creation of radical, accurate, and passionate tellings of truth »

IMC est maintenant un réseau international implanté dans de très nombreux pays. À titre d'exemple seulement en Amérique latine, il existe des Indymédias en Argentine, en Bolivie, au Brésil, au Chiapas, au Chili, en Colombie, en Equateur, à Mexico, au Pérou, etc. Au Canada, il existe des sites à Hamilton, à Montréal, à Québec, à Ottawa, à Vancouver, à Victoria, etc.. nous connaissons des sites en anglais, en français, en espagnol, en catalan, en Italien, etc. et des sites qui diffusent des émissions de radio⁷

Comment le projet IMC a-t-il commencé? -- Indymedia est né d'un effort collectif de centaines de créateurs de médias indépendants du monde entier, qui ont décidé de fournir un forum dédié à l'information indépendante sur les questions sociales et politiques importantes. Plusieurs centaines d'activistes de l'information, dont un certain nombre travaillaient déjà depuis des années au développement de médias indépendants, sont venus ensemble en novembre 1999 à Seattle, pour créer un Centre de Médias indépendants et couvrir les protestations contre l'Organisation Mondiale du Commerce (OMC).

Seattle IMC a permis de couvrir l'événement à travers une publication imprimée appelée "The Blind Spot" (" la tache d'ombre ") et le premier site IMC. Le site Web a reçu presque 1,5 millions de connexions pendant les manifestations contre l'OMC. En février 2000, un petit IMC est formé à Boston et un plus grand dans le district de Washington pour couvrir les contestations contre la Banque Mondiale et le Fonds Monétaire International. Après ça, de plus en plus de petits groupes montrèrent de l'intérêt à créer leur propre IMC. Il y a aujourd'hui plus de cinquante IMCs dans le monde entier et d'autres sont en train de les rejoindre.

⁷ (http://radio.indymedia.org/front.php3?article_id=1550&group=webcast)

Comment Indymedia est associé au mouvement "anti-mondialisation" ? Bien qu'Indymedia ne se fait le porte-parole d'aucun point de vue particulier, beaucoup d'organisateur Indymedia et de personnes qui alimentent les réseaux de diffusion Indymedia, sont été recrutés à l'occasion des grands mouvements de contestation mondiale.

Les blogs ou les carnet Web

ConstellationW3 est Un espace collaboratif sur la société du savoir, son économie et l'impact des TI⁸

Regard sur le journalisme citoyen, deuxième partie

Une nouvelle synergie se développe entre les journalismes institutionnel et citoyen, une synergie où les deux mondes ont tout à gagner à collaborer

Mais qu'est-ce que le journalisme citoyen? Quand le citoyen s'empare des outils et va à la chasse aux nouvelles, est-ce du journalisme? Quand le citoyen réalise des entrevues et les publie sur son carnet Web, est-ce du journalisme? Quand le citoyen révèle des faits et des informations ignorés des médias, est-ce du journalisme? Seconde partie d'un regard sur cette nouvelle tendance, le journalisme citoyen.

Monica. Un prénom qui allait «mettre au monde» [Matt Drudge](#), autrefois un illustre inconnu, aujourd'hui un incontournable sur la Toile. En prenant de vitesse les médias traditionnels, et en révélant ce qui est convenu d'appeler l'affaire Monica Lewinsky, Matt Drudge mettait en place les premières briques du journalisme citoyen.

Le journalisme citoyen. Parlez-en à Brent Lott, l'ancien chef républicain du Sénat des États-Unis. Après avoir exprimé une certaine nostalgie du temps où la ségrégation raciale avait force de loi dans certains États du sud des États-Unis, Lott avait été obligé de démissionner de son poste de leader de la majorité. Cependant, seul le Washington Post avait cru bon rapporter les propos de Lott, diffusés sur la chaîne C-SPAN.

C'était sans compter le pouvoir des blogueurs, qu'il s'agisse de journalistes bien établis comme [Andrew Sullivan](#), qui tiennent blogue sur Toile, ou de carnetiers «professionnels» à la plume bien acérée comme l'[Instapundit](#), Glenn Reynolds. En quelques jours, les propos tenus par Lott ont été repris, triturés, analysés, décortiqués par tout ce que la planète compte de blogueurs spécialistes en actualité. Devant cette pression, les grands médias traditionnels n'ont eu d'autres choix que de prendre le train qui, déjà, filait à grande allure. Et Lott, lui, a dû se résoudre à quitter son poste de leader de la majorité après le tollé de protestation provoqué par ses remarques racistes.

Beaucoup d'appelés, peu d'élus

Mais qu'est-ce que le journalisme citoyen? Quand le citoyen s'empare des outils et va à la chasse aux nouvelles, est-ce du journalisme? Quand le citoyen réalise des entrevues et les publie sur son carnet Web, est-ce du journalisme? Quand le citoyen révèle des faits et des informations ignorés des médias, est-ce du journalisme? Seconde partie d'un regard sur cette nouvelle tendance, le journalisme citoyen

C'est le choix des sujets et/ou des perspectives adoptées sur un sujet qui permet d'associer un texte à un courant « citoyen ». Le journalisme citoyen est à mon avis une forme de journalisme qui s'intéresse aux mécanismes de la vie en société et qui offre aux lecteurs des renseignements, des analyses ou des moyens pour exercer leurs droits et assumer leurs responsabilités de citoyens. Un journalisme qui

⁸ <http://www.constellationw3.com/carnet/> ou <http://www.banlieusardises.com/>

favorise l'exercice de la citoyenneté. Autrement, vaudrait mieux parler de « citoyens journalistes » que de « journalisme citoyen ».

Et ce n'est qu'une question de temps avant que de tels événements surviennent de notre côté de la frontière. Les nouveaux outils de publication automatisés permettent à quiconque veut bien prendre le temps d'écrire, de publier sur la Toile ses réflexions, ses découvertes et, qui sait, sa nouvelle exclusive. Qu'on le veuille ou non, le journalisme citoyen fait sa place sur la Toile.

Cependant, bien des journalistes professionnels, gardiens du temple de la sacro-sainte information, doutent de la crédibilité et de l'intégrité de ces nouveaux « journalistes ». Ne nous leurrons pas, sur les quelques millions de carnets Web publiés sur la Toile, peu peuvent vraiment prétendre offrir une information crédible. Éliminons les innombrables journaux personnels ainsi que les carnets qui ne font que livrer les états d'âme de leur auteur, et vous verrez que le nombre de prétendants au titre de journaliste citoyen fond comme neige au soleil. Ce qui ne veut pas dire toutefois que leur influence ne puisse pas se faire sentir, au contraire.

Voyons les grands événements de contestation sociale qui ont alimenté l'Internet citoyen:

- ❑ Dès 1995, la révolution zapatiste du Chiapas a été fortement popularisé par les messages diffusés sur Internet (à l'aide d'un logiciel Gopher, ancêtre du Web) par le sous-commandant Marcos
- ❑ Fin 1998, la création du mouvement ATTAC⁹ qui s'est organisé essentiellement autour (et à la manière) des réseaux Internet.¹⁰
- ❑ En 1999, le sommet de Seattle de l'OMC et la création du mouvement des Indymédias, des « Independant medias ».
- ❑ En 2001, le Forum social mondial de Porto Allegre qui recommande, à la suggestion du Monde diplomatique¹¹ la création de l'Observatoire international des médias / Media Watch Global. « Parce que les médias sont aujourd'hui le

⁹ le mouvement international ATTAC < <http://www.attac.org/index.htm> > **s'est créé à l'occasion d'une réunion internationale à Paris les 11 et 12 décembre 1998.** La création du " Mouvement international pour le contrôle démocratique des marchés. Il souhaite de même resserrer ses on peut retrouver ATTAC dans 35 pays et dans une quinzaine de langues!

¹⁰ Soyons précis, le mouvement ATTAC n'a pas été créé par l'arrivée d'Internet, mais ATTAC s'est servi beaucoup des possibilités d'Internet pour diffuser son message, pour réseauter un nombre considérable de militants en France et pour en faire un mouvement international. Le mouvement ATTAC est bâti sur le modèle d'Internet. il se constitue en réseau, sans structures " hiérarchiques " ni " centre " géographique. Pluraliste, il s'enrichit de la diversité de ses composantes et favorise l'action commune, sans limiter d'aucune façon la liberté d'intervention de chacun. Il vise à renforcer, à relier et à coordonner sur le plan international l'intervention de tous les partenaires qui se reconnaissent dans sa plate-forme.

Cette façon de décrire le réseau ATTAC se modèle parfaitement à la façon comment Castels décrit Internet

¹¹ "Il faut, tout simplement, créer un « cinquième pouvoir ». Un « cinquième pouvoir » qui nous permette d'opposer une force civique citoyenne à la nouvelle coalition des dominants. Un « cinquième pouvoir » dont la fonction serait de dénoncer le superpouvoir des médias, des grands groupes médiatiques, complices et diffuseurs de la globalisation libérale" Ignacio Ramonet, Diplôme
<<http://www.portoalegre2003.org/public/cgi/public/cgilua.exe/web/templates/htm>>

seul pouvoir sans contre-pouvoir, et qu'il s'est créé ainsi un déséquilibre dommageable pour la démocratie ».

- ❑ Le World Forum on community Networking (le carrefour de l'Internet citoyen) et GlobalCN le forum de Montréal 2002, fait à la suite du Sommet de Québec. Le CMAQ¹² (Le Centre des Médias Alternatifs du Québec) qui était un des artisans est un des exemples de ces organismes de réseaux militants (**média-réseau** , si on me permet l'expression) qui
- ❑ Le SMSI ou le **sommet mondial sur la société de l'information** qui s'est tenu à Genève en novembre 2003 avait comme problématique centrale la bonne gouvernance et la participation citoyenne.

On pourrait donner plusieurs autres exemples de l'utilisation d'Internet comme réseau d'information, d'action et de mobilisation, dans la campagne électorale de Dean, par exemple, à la présidence des Etats-Unis ou encore plus près de nous et de vous, le renversement du pouvoir d'Aznar à la suite des attentats de la gare Atocha de Madrid¹³

Il ne faudrait pas focaliser toute notre attention uniquement sur des réseaux Internet. Plusieurs autres types de réseaux peuvent jouer le même rôle de mobilisation et de diffusion ciblée, comme le réseau de téléphone mobile ou tout autre TIC (technologies d'information et de communication : TIC). Les nouvelles ou les anciennes TIC peuvent avoir les mêmes effets. Rappelons-nous le rôle des cassettes audio (diffusant les prêches des grands ayatollah) échangées sous le manteau dans les mosquées dans la préparation de la révolution iranienne de Khomeyni de 1979. Souvenons-nous l'importance de l'utilisation des « porta Paks », ces petites unités video demi-pouce, remises aux groupes contestataires de New-York en 1970 qui pouvaient créer des événements-chocs. Rappelons-nous les situations créées par l'arrivée des radios pirates en Angleterre (radios installés sur des bateaux qui défendaient la nouvelle musique rock), en France (dans la défense des radios libres), en Italie (dans les grandes manifestations des Brigades Rouges). Les technologies peuvent servir diverses causes de toute nature, causes religieuses, politiques ou culturelles. Elles servent à construire ce que Castells appellent les **identités-projets**; en général elles réagissent contre le défaut de représentativité des systèmes politiques existants (États, super-États, organismes internationaux, etc.).

¹² Le CMAQ (<http://www.cmaq.net/fr>) est un point de rencontre physique et une plate-forme virtuelle d'information indépendante et alternative. Le CMAQ se veut une tribune pour les citoyens qui désirent rejoindre leurs contemporains et qui, autrement, disposent de moyens limités pour faire entendre leur voix. Le principe de publication ouverte ("open publishing"), mis de l'avant pour la première fois par les IMC (Independent Media Center) à Seattle en 1999, s'avère être une véritable révolution dans l'exercice de la démocratie. Le CMAQ est un collectif de 30 membres actifs qui se réunissent physiquement au moins une fois par mois, qui se réclament de 125 sympathisants, qui alimentent un portail-citoyen, lui-même interrelié à plusieurs autres portails alternatifs (journaux, radio, tribune de discussion, etc)

¹³ Il faut constater la puissance de mobilisation des réseaux comme Internet, mais aussi des autres réseaux comme le réseau du téléphone mobile. Dans le cas de Madrid, en trois jours, les jeunes ont réussi à mobiliser la population et à renverser un gouvernement qui était largement donné comme gagnant. Comme on le sait, le gouvernement Aznar avait tout fait pour accuser l'ETA de l'attentat d'Al Qaïda, espérant ne pas être pointé du doigt comme complice des Etats-Unis dans la guerre de l'Irak. Les jeunes qui votent peu habituellement ont fait jouer leurs réseaux, surtout les SMS des téléphones mobiles autour de deux mots seulement : MENTEUR et VOTEZ.

Voici quelques caractéristiques de ces médias alternatifs :

- Ils ignorent les médias existants, qui ne sont souvent que les porte-voix du pouvoir en place et les déjouent systématiquement. En 2004, les jeunes Espagnols ont déjoué les instituts de sondages, les musulmans des mosquées ont berné les services secrets du Shah d'Iran et des Américains, les radios libres françaises, appuyés par les partis d'opposition, se moquaient de la police, etc.. Elles sont une **forme de résistance** aux grands médias de communication.
- Ils durent ce que dure la mobilisation, soit quelques jours, quelques mois, quelques années...
- En général, ils utilisent les technologies nouvelles ou ils inventent de nouveaux usages. Pour reprendre une phrase de De Certeau, « la Raison technicienne croit savoir comment organiser au mieux les choses et les gens, assignant à chacun une place, un rôle, des produits à consommer. Mais l'homme ordinaire se soustrait en silence à cette confrontation. Il invente le quotidien grâce à des arts de faire, ruses subtiles, tactiques de résistance par lequel il détourne les objets et les codes, se réapproprie l'espace et l'usage à sa façon »¹⁴. Une anecdote, parmi d'autres; en 1968, Sony venait de mettre sur le marché la vidéo légère (demi-pouce porta-pak), à l'intention des familles pour l'usage domestique, par exemple pour filmer les premiers du bébé ou la cérémonie du mariage. Flop monumental au niveau commercial ! Dépitée, la compagnie remit aux groupes marginaux l'appareil de vidéo portative qui l'utilisa pour faire ce qu'ils appelaient à l'époque de la « guérilla urbaine » en ce servant de la force de leurs images pour attaquer le système; des groupes comme le Vidéographe de Montréal inventèrent une unité de montage vidéo pour faire de véritables documents vidéographiques -- cette technologie a ensuite été investie par Sony pour en faire un produit commercial...
- Ils sont toujours récupérés par le système. La BBC anglaise a maintenant une section de radios locales; même chose pour le Canada où le CRTC reconnaît la valeur des radios et TV communautaires, qui sont d'ailleurs financées en partie par le ministère des Communications. Internet est assailli par les grands groupes de communication qui tentent de faire du commerce par tous les moyens. On peut donner mille autres exemples : les SMS (*Shot Messaging System*, qui permet d'envoyer de courts messages écrits de mobile à mobile) utilisée par les jeunes Espagnols pour changer le résultat des élections sont une petite mine d'or pour les entreprises de télécom, en France, de ce que je connais du moins...

La grande messe des médias citoyens : le Sommet Mondial de la Société de l'information SMSI

Le Sommet Mondial reposait sur une alliance entre 4 segments fondamentaux de la société :

- a) Les gouvernements qui jouent un rôle essentiel dans l'élaboration et la réalisation, à l'échelle nationale, de cyberstratégies globales, tournées vers le futur.
- b) L'engagement du secteur privé pour le développement et la diffusion des technologies de l'information et de la communication (TIC), au niveau des infrastructures, des contenus et des applications.

¹⁴ de Certeau, Michel, « l'invention du quotidien : les arts de faire », Folio/essais, Gallimard, 1990

- c) L'engagement et la participation de la société civile dans la création d'une société de l'information équitable, et dans la mise en oeuvre d'initiatives liées aux TIC en faveur du développement.
- d) Les institutions internationales et régionales, y compris les institutions financières internationales, qui ont un rôle clé lorsqu'il s'agit d'intégrer l'utilisation des TIC dans le processus de développement.

Des applications TIC en toutes circonstances -- Les applications TIC peuvent contribuer au développement durable dans différents domaines: administration publique, commerce, éducation et formation, santé, emploi, environnement, agriculture et sciences, dans le cadre des cyberstratégies nationales. Il conviendrait à ce propos de prendre des mesures dans les secteurs suivants:

- Cybergouvernement -- Mettre en oeuvre des stratégies de cybergouvernement axées sur les applications, visant à innover et à promouvoir la transparence dans les processus de l'administration publique et de la démocratie, à améliorer l'efficacité et à renforcer les relations avec les citoyens.
- Commerce électronique -- Les gouvernements, les organisations internationales et le secteur privé sont encouragés à faire connaître les avantages du commerce international et de l'utilisation du commerce électronique et à promouvoir l'utilisation de modèles de commerce électronique dans les pays en développement et les pays à économie en transition.
- Téléenseignement -- l'éducation, le savoir, l'information et la communication sont à la base du progrès, de l'esprit d'entreprise et du bien-être de l'être humain. Les TIC ont une incidence immense sur presque tous les aspects de notre vie. L'évolution rapide de ces technologies crée des occasions complètement nouvelles de parvenir à des niveaux de développement plus élevés. Leur capacité à réduire bon nombre d'obstacles classiques, notamment ceux que constituent le temps et la distance, permet pour la première fois dans l'histoire de faire bénéficier de leur potentiel des millions d'êtres humains dans toutes les régions du monde.
- Télésanté -- créer des systèmes de soins de santé et d'information sanitaire fiables, réactifs, d'excellente qualité et bon marché et promouvoir dans le domaine médical la formation continue, l'éducation et la recherche par l'utilisation des TIC
- Cybertravail -- promouvoir de nouvelles méthodes d'organisation du travail et de l'activité économique, le but étant d'améliorer la productivité, la croissance et le bien-être, en investissant dans les TIC et les ressources humaines.
- Cyberscience -- Promouvoir des connexions Internet à haut débit, fiables et bon marché, pour toutes les universités et tous les établissements de recherche, afin de les aider dans la production d'informations et de savoir, dans l'éducation et la formation.
- Diversité et identité culturelles, diversité linguistique et contenu local -- La diversité culturelle et linguistique, qui entraîne le respect de l'identité culturelle, des traditions et des religions, est essentielle au développement d'une société de l'information fondée sur le dialogue entre les cultures et sur la coopération régionale et internationale.
 1. Elaborer des politiques qui encouragent le respect, la préservation, la promotion et le renforcement de la diversité culturelle et linguistique et du patrimoine culturel dans le contexte de la société de l'information.

2. Elaborer et mettre en oeuvre des politiques visant à préserver, affirmer, respecter et promouvoir la diversité de l'expression culturelle et des savoirs et traditions des populations autochtones, par la création de contenus informatifs variés
3. Les collectivités locales devraient appuyer l'élaboration, la traduction et l'adaptation de contenus locaux, la constitution d'archives numériques et diverses formes de médias traditionnels et numériques. Ces activités peuvent également contribuer à renforcer les communautés locales et autochtones.
4. Appuyer les médias communautaires et soutenir les projets qui utilisent à la fois les médias traditionnels et les nouvelles technologies pour faciliter l'utilisation des langues locales, la collecte d'informations sur le patrimoine local et sa préservation,

Une coopération internationale entre toutes les parties prenantes est essentielle pour la mise en oeuvre du présent Plan d'action et doit être renforcée afin de promouvoir l'accès universel et de réduire la fracture numérique, notamment en mettant à disposition les moyens de cette mise en oeuvre.

Ce qui se présentait comme la grande célébration d'une nouvelle société de l'information ne se déroula pas en toute harmonie : Les organisations de la société civile qui se sont inscrites dans le processus tripartite du SMSI (États, Entreprises, ONG) ont décidé de ne pas signer la Déclaration des États, considérant que celle-ci est réduite aux acquêts.

Elles viennent de rédiger, après une longue période de consultation et de discussion, une 'Déclaration de la Société civile'. Son titre : Construire des sociétés de l'information centrées sur les besoins des humains ('Shaping Information Societies for Human Needs').

Remarquez le pluriel : il n'y a pas UNE société de l'information, unifiée, partageant les mêmes objectifs, dictés par les *techno-leaders*, mais plusieurs sociétés qui cohabitent, qui partagent des technologies, mais qui gardent des orientations propres. Ce pluriel souligne le droit pour les pays les plus pauvres de se libérer des injonctions des dominants, et de construire des réponses politiques, économiques, sociales et culturelles adaptées à leur modèle de développement. Il souligne aussi la nécessité de l'investissement de tous les acteurs, notamment de la société civile, pour réaliser pleinement ces objectifs.

Indymedia :

Plateforme des Réseaux citoyens

Sous le titre Démocratiser la société de l'information: Innovations, propositions, actions, le 3e congrès du Partenariat GlobalCN a été un lieu d'information et d'apprentissage auquel ont participé près de 400 participants des réseaux citoyens du monde et leurs partenaires.

Organisé par le Carrefour mondial de l'Internet citoyen, le congrès s'est tenu à un moment stratégique dans le processus de concertation internationale sur les politiques mondiales de communication mené parallèlement par les pays du G8 et par le système des Nations Unies, processus qui culminera en 2003 et 2005 avec le Sommet mondial sur la société de l'information de l'ONU. www.itu.int/wsisis

Dans ce contexte, le congrès mettait l'emphase sur **huit thématiques** :

- * L'Avenir des réseaux citoyens
- * Les Réseaux citoyens, villes et territoires numériques
- * Les Droits de l'Internet et la nouvelle régulation des communications
- * La Diversité culturelle
- * Les Femmes et l'Internet
- * Les Jeunes et l'Internet
- * Les Logiciels libres pour les réseaux citoyens
- * Le Sommet mondial sur la société de l'information

Communautaire et le projet de gouvernement en ligne

Au terme de son assemblée générale tenue le 22 janvier dernier, Communautaire rappelle que le gouvernement du Québec doit associer le milieu communautaire au projet de gouvernement en ligne.

Le SMSI: vision impossible? par Marita Moll et Leslie Regan Shade

13.02.04 Dans un article intitulé "Vision Impossible? The World Summit on the Information Society", qui sera publié prochainement dans le livre "Seeking Convergence in Policy and Practice", les auteures analysent le rôle du gouvernement canadien et de la société civile dans le processus du SMSI.

Marita Moll et Leslie Regan Shade proposent un examen critique du processus du Sommet mondial sur la société de l'information (SMSI) et du rôle joué par les divers acteurs impliqués et plus particulièrement par le gouvernement canadien et la société civile.

Après une brève description du SMSI (ses objectifs, son calendrier, ses sources de financement, son caractère multipartite, les rôles respectifs de l'ONU et de l'Union internationale des télécommunications), elles procèdent, dans la deuxième partie du texte, à un rapide survol de l'historique du Sommet et du rôle des principaux acteurs: l'UIT, la Division de la société civile du SMSI, les gouvernements, le secteur privé et la société civile. Les auteures s'attardent quelque peu sur les premières interventions de la société civile orchestrées par la campagne CRIS quant aux thèmes qui devraient être abordés lors du SMSI.

La troisième partie, après un aperçu de leurs grandes lignes, offre un examen critique de la Déclaration de principes et du Plan d'action adoptés lors du SMSI. Entre autres, les auteures soulignent l'approche, selon elles, excessivement techniciste de la société de l'information qui a été retenue et qui ne prend pas en compte des enjeux majeurs comme les infrastructures sociales et l'accès à l'éducation. Elles estiment que la question de savoir si les technologies de l'information et des communications sont des outils appropriés en matière de développement n'a pas été suffisamment débattue. Elles soulignent également le peu d'attention accordée aux questions de genre.

La Déclaration de la Société civile commence par un rappel :

'Au coeur de notre vision de sociétés de l'information et de la communication est l'être humain. La dignité et les droits de tous les peuples et de chaque personne doivent être

promus, respectés, protégés et affirmés. Redresser le gouffre inexcusable entre les niveaux de développement et entre l'opulence d'une part et la pauvreté extrême de l'autre est notre premier objectif.'

<http://www.globalcn.org/fr/bottin/projet.ntd?id=9>